



POUR VIVRE, PRODUIRE, TRAVAILLER AUTREMENT

Éléments de programme autogestionnaire
proposés par le PSU
Editions Syros, 1978

Le socialisme autogestionnaire est la seule réponse aux contradictions de la société actuelle

Le socialisme autogestionnaire, pour reprendre la formule de Karl Marx, ne repose nullement « sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde ».

Il est « l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux ».

Ce mouvement historique est entré dans une phase décisive, à travers la crise générale qui affecte les sociétés industrialisées ou en voie d'industrialisation et l'affirmation croissante des aspirations à un changement radical des rapports sociaux.

Cette crise générale pose concrètement le problème de l'autogestion. A l'Ouest, on constate que la crise de l'hégémonie bourgeoise atteint les mécanismes qui perpétuaient sa domination économique, politique et idéologique : la contestation s'étend à tous les domaines de la vie sociale. Dans les sociétés capitalistes les plus fragiles, comme celles d'Europe du Sud, les assises de la domination bourgeoise sont ébranlées, et le socialisme autogestionnaire apparaît actuel, nécessaire et possible.

A l'Est, les révoltes des années 53, 56, 68, 70 ont, elles aussi, mis en évidence la nécessité du socialisme

autogestionnaire comme la seule issue à une situation où l'aspiration au socialisme avait été détournée par un système bureaucratique.

Actualité du socialisme autogestionnaire

La crise de la domination bourgeoise

La crise de la domination bourgeoise, nationale et internationale, n'est pas seulement une crise économique. Elle affecte également les structures sociales, les valeurs culturelles, l'idéologie, les institutions bourgeoises.

La crise touche l'ensemble du monde capitaliste mais on ne saurait déduire de cette constatation l'annonce de la mort imminente du capitalisme. Celui-ci a montré dans le passé sa capacité d'adaptation. La bourgeoisie est encore capable de forger ses propres solutions, en les faisant payer au prix fort par les travailleurs. S'il n'y a pas à espérer d'effondrement automatique du capitalisme, par contre les masses peuvent utiliser la crise comme un levier pour combattre la bourgeoisie.

La dimension économique de la crise pose directement le problème du socialisme : les illusions entretenues par la croissance quasi continue d'après-guerre se dissipent en même temps qu'on prend conscience :

- du prix payé pour y parvenir : extension et renforcement des inégalités, aggravation de l'aliénation dans le travail de la majorité des salariés (division et spécialisation accrues du travail, cadences, travail posté, etc.) ;
- des conséquences du règne de la marchandise : la quantité de biens mis à la disposition des consommateurs n'est pas synonyme d'amélioration du niveau réel de vie (dégradation de la qualité des produits notamment alimentaires, vie urbaine insupportable, transports, pollution, etc.) ;
- de la tendance au retour à des tares traditionnelles du capitalisme (sous-emploi élevé, stagnation ou baisse du pouvoir d'achat, virulence des conflits inter-impérialistes).

Tout cela conduit à rechercher une alternative qui soustraie le fonctionnement économique au moteur du profit privé.

Mais il ne s'agit pas simplement d'un problème économique. Supprimer le profit privé en instituant une gestion étatique de l'économie, sans plus, maintiendrait les rapports d'exploitation, de domination, d'aliénation actuels : ce serait un « capitalisme d'Etat » qui ne répondrait en rien à la crise sociale généralisée.

Le socialisme autogestionnaire est la seule alternative à la société actuelle, parce qu'il donne pour but aux travailleurs non seulement la socialisation des moyens de production et la planification, mais aussi la lutte contre la division sociale du travail, la conquête des moyens d'information et du savoir, et qu'il repose sur l'exercice direct du pouvoir par les travailleurs.

Les blocs sociaux qui assurent depuis des dizaines d'années la domination de la bourgeoisie tendent à se fissurer. Le phénomène est atténué en Europe du Nord par la conjonction de structures industrielles solides et d'un réformisme qui réalise un certain consensus. Mais en Europe du Sud, on constate deux choses. Le renforcement de la lutte de la classe ouvrière, tant sur le plan salarial que sur celui des conditions de travail et d'existence, a « pris en tenaille » les mécanismes du profit. La bourgeoisie éprouve des difficultés croissantes, devant la nécessité de répondre à la crise et aux revendications des travailleurs, à surmonter les contradictions existant entre les diverses fractions du bloc social sur lequel elle s'appuyait.

Les contradictions s'aggravent entre petite et moyenne bourgeoisies et bourgeoisie industrielle du fait de l'inflation, du chômage et aussi de l'allègement des pesanteurs idéologiques qui assuraient une partie de l'hégémonie de la bourgeoisie (héritage, en particulier, des crises type « Mai-68 » dont les conséquences se font sentir dans l'appareil d'Etat).

La politique imposée par la bourgeoisie dans le domaine de l'agriculture, en limitant à un petit nombre les bénéficiaires de ses choix essentiels, a contribué à creuser un fossé avec une masse de paysans qui ressentent leur situation d'exploités de plus en plus

consciemment, et l'expriment politiquement (comme l'indiquent les résultats des dernières élections cantonales et municipales).

Le conflit s'aiguise également à l'intérieur de la bourgeoisie industrielle, et notamment par rapport au choix entre intégration complète à la division internationale du travail, ou défense (protectionnisme à des degrés divers) des situations acquises. Ce conflit apparaît beaucoup plus déterminant que l'opposition monopolistes-antimonopolistes (les monopoles peuvent être aussi bien internationaux que nationaux, et les situations de quasi-monopole pullulent derrière la fiction d'une diversité de structures industrielles, juridiques ou financières).

La défection de couches de la petite et moyenne bourgeoisie, et d'une partie de la paysannerie, tend à affecter le bon fonctionnement de la démocratie représentative bourgeoise qui suppose une adhésion de masse aux règles du système lui-même. C'est une des raisons pour lesquelles les risques de raidissement autoritaire se manifestent partout. C'est aussi la raison pour laquelle, autour d'un projet de pouvoir populaire, une nouvelle alliance doit pouvoir se forger, autour de la classe ouvrière qui a manifesté qu'elle était capable de prendre la direction des opérations et, par le rassemblement des couches susceptibles d'adhérer à un projet anticapitaliste où elles ont un rôle à jouer.

La crise de la domination bourgeoise est particulièrement accentuée en France. Pour surmonter la crise, la bourgeoisie française rend encore plus insupportable les conséquences du système capitaliste : centralisation et rationalisation de l'économie, d'où tendance au maintien d'un niveau élevé de chômage ; stagnation ou baisse du niveau de vie, alors que la qualité de la vie ne cesse de se dégrader ; aggravation des disparités régionales ; accentuation de la spécialisation de l'appareil productif dans le cadre de la division internationale du travail ; réintégration du camp américain.

Elle alimente ainsi la crise de son assise sociale :

— Les travailleurs paient la crise. Ils en ont conscience. Beaucoup de ceux qui avaient été influencés par le national-populisme gaulliste l'abandonnent. Malgré

les quelques réformes les concernant, la jeunesse et les femmes des milieux populaires s'orientent à gauche.

— On assiste à un affaiblissement du soutien habituellement apporté à la droite par la classe moyenne traditionnelle, la petite bourgeoisie urbaine et une partie de la paysannerie.

— La fraction de la bourgeoisie dont les intérêts sont liés à la protection de l'Etat fronde un pouvoir qui privilégie l'internationalisation du capital. Elle sait cependant qu'elle ne peut s'en détacher sous peine de scier la branche sur laquelle elle est assise.

Tout cela contribue à mettre en cause sa majorité électorale. Mais la crise va plus loin qu'un simple ébranlement électoral.

Le socialisme autogestionnaire est l'alternative nécessaire

La survie du capitalisme à travers l'expansion sans précédent de la production de biens matériels s'est accomplie au prix de menaces croissantes qui pèsent sur l'humanité :

- la surexploitation du tiers monde et l'asservissement à l'impérialisme des bourgeoisies les plus faibles, générateurs de convulsions internationales qui, malgré le mouvement de libération des peuples opprimés, empêchent leur émancipation réelle ;
- l'Etat-Nation, forgé par la bourgeoisie, subit une double crise résultant, d'une part, du poids grandissant des firmes multinationales, et, d'autre part, de la résistance croissante à ses normes unificatrices (exemple : les minorités nationales). Mais il tend à répliquer (et à répondre à la crise économique) par une accentuation de la centralisation étatiste, une militarisation croissante de la société (à travers les problèmes de l'énergie, notamment), l'extension des contraintes répressives et policières, la hiérarchisation accrue de la société ;
- la monopolisation, au service du profit, de la science et des ressources naturelles, entraînant ce phénomène de croissance sauvage qui met en danger la planète ;
- après deux guerres mondiales, la menace, érigée en système, d'une guerre atomique.

Toute forme de compromis avec le capitalisme ne peut conduire qu'à maintenir ces menaces, en même temps, bien sûr, qu'à retarder le dépassement du capitalisme par une société socialiste.

Le développement du réformisme de type social-démocrate a été favorisé dans les pays capitalistes avancés, pôles de concentration de la richesse, par l'illusion entretenue qu'une meilleure distribution (nationale) de cette richesse pouvait résoudre les problèmes des travailleurs. Les gouvernements à direction social-démocrate servent, en période d'expansion, de « tampon » et d'arbitre entre la classe ouvrière et la bourgeoisie capitaliste, et, en période de crise, à faire accepter par les travailleurs les contraintes du système (politique des revenus notamment).

Le « capitalisme d'Etat » ne peut pas ouvrir la transition au socialisme. C'est la leçon de l'étape actuelle des pays économiquement sous-développés qui se sont efforcés de secouer le joug de l'impérialisme et de conquérir leur indépendance. La plupart d'entre eux ont constitué un capitalisme d'Etat dominé par une bureaucratie qui tend à reproduire la domination d'une minorité sur la majorité des travailleurs. Si cette solution peut s'accompagner d'une lutte vive contre l'impérialisme, elle reste éloignée du socialisme.

- Sur le plan intérieur parce qu'elle ne s'attaque pas à l'ensemble des formes d'exploitation et d'aliénation.

- Sur le plan international parce qu'elle ne permet pas le dépassement d'intérêts étroitement « nationaux ».

Mais la difficulté de toute expérience réellement socialiste dans le tiers monde est qu'il n'existe pas, dans les pays industrialisés, d'expérience sur laquelle elle pourrait s'appuyer. Une telle expérience, aujourd'hui, en serait donc réduite à profiter des contradictions d'intérêts économiques existant entre pays développés.

Il n'y a pas d'autre voie que celle de la maîtrise collective du développement économique et social :

- nécessité de soumettre le développement économique — dans ses *modalités* comme dans ses *finalités* — aux besoins réellement ressentis par les hommes et non l'inverse ;

- nécessité d'utiliser la science pour libérer l'humanité de ses contraintes et faire éclater les contradictions qui l'asservissent : opposition travail manuel/travail intellectuel, dirigeants/dirigés, hommes/femmes, pays riches/pays pauvres.

La bataille pour le socialisme autogestionnaire est aujourd'hui possible

L'autogestion constitue la possibilité de dépassement du stade atteint par le capitalisme en ce qui concerne notamment son niveau de développement économique (forces de production largement concentrées et socialisées).

De plus, les moyens techniques créés par la révolution scientifique — automatisation, informatique, transmissions et communications — permettent une appréhension globale de l'ensemble des relations sociales, y compris à l'échelle mondiale. Placés sous le contrôle du capitalisme, ils lui permettent d'assurer de son propre point de vue une régulation économique. Aujourd'hui confisqués par les classes dominantes, ils pourraient faciliter la maîtrise du développement économique et social, s'ils étaient placés sous la direction de la collectivité, dans le cadre de l'autogestion.

Le développement des aspirations autogestionnaires met en cause le système de pouvoir.

Ce qui, en Mai-68, a été une contestation parfois confuse et brouillonne, a mûri dans la conscience de ceux qui sont les plus directement concernés. Chaque révolte sectorielle éclaire la crise des autres institutions et non seulement élargit mais approfondit les contradictions sociales. Les structures actuelles de la propriété agricole sont remises en cause par une fraction croissante de la paysannerie ; le refus d'un système d'enseignement passé au service du capitalisme n'est plus seulement le fait de ceux qui travaillent dans l'école, mais s'étend à d'autres travailleurs ; l'Etat national centralisé est contesté par les mouvements nationalitaires. L'armée, la police, la justice sont tra-

versées par des affrontements, provoqués par la lutte des classes ; les valeurs véhiculées par l'Eglise, la culture, la famille, sont mises en cause jusque dans les comportements quotidiens, notamment à travers les luttes des femmes. L'ensemble des fonctions sociales et de leur répartition est attaqué. On trouve ainsi, dans tous les domaines, des mouvements sociaux dont les buts et les formes d'action sont analogues aux luttes ouvrières.

Quant à ces dernières, elles ont montré la capacité des travailleurs, non seulement à s'auto-organiser, mais aussi :

- à contrôler eux-mêmes la production ;
- à élaborer des plans d'organisation économique s'opposant à ceux de la bourgeoisie ;
- à contrôler directement le fonctionnement des services publics (en Italie notamment).

L'extension des formes et des contenus des luttes prolétariennes à d'autres couches sociales ouvre la possibilité de la réalisation de l'Unité populaire et montre comment, dans cette unité, pourra s'exercer l'hégémonie du prolétariat vers des objectifs autogestionnaires.

Le socialisme autogestionnaire n'est pas simplement « possible » parce que nous pouvons en décrire les « virtualités » ou les potentialités. Nous affirmons qu'à partir des conditions concrètes actuelles, de départ, *il y a une stratégie pour y parvenir.*

Ce chemin possible correspond évidemment aux données concrètes de la situation française. Il s'agit de répondre de façon aussi précise que possible aux questions que se posent, de plus en plus nombreux, les militants, les travailleurs, face à cette réalité. C'est bien à ces questions que nous voulons répondre :

- en dessinant les « lignes de force » de la société socialiste autogestionnaire ;
- en recherchant le chemin possible vers le pouvoir.

L'inadaptation des stratégies de la gauche traditionnelle et de l'extrême gauche

Face à la crise de la bourgeoisie, les forces politiques dominantes de la gauche n'opposent pas une stratégie tendant à porter au pouvoir un nouveau bloc social hégémonique, et à changer fondamentalement la nature du pouvoir. Au lieu de cela, elles sont principalement préoccupées de leur propre renforcement, chacune selon ses caractéristiques propres (le PS par la croissance de son réseau de notables ; le PCF par l'omniprésence du parti en tant qu'appareil), à l'intérieur d'un système de pouvoir peu modifié. Leurs stratégies réformistes se combinent avec une rivalité accrue pour le pouvoir.

Le Parti communiste français

De l'alliance antimonopoliste à l'Union du peuple de France

Au lendemain de Mai-68, le PCF définit une stratégie de large alliance de toutes les couches sociales victimes des monopoles et de leur pouvoir (*Manifeste de Champigny*, 1968).

Pour le PCF, le capitalisme monopoliste d'Etat domine la société caractérisée par la « concentration d'une énorme puissance entre les mains d'un petit groupe de monopolistes » et par le fait que l'Etat est entièrement soumis aux monopoles. Il y a donc place pour une « action commune de toutes les couches atteintes ou menacées par les monopoles ». Le XXII^e congrès a poussé plus loin l'analyse en parlant d'Union du peuple de France, « alliance de toutes les victimes de féodalités industrielles et financières contre la caste étroite qui domine et étouffe le peuple » ou ailleurs : « rassemblement autour de la classe ouvrière de tous les démocrates, de tous les patriotes. De tous ceux qui sont attachés à la défense et au progrès des libertés. De tous ceux qui, fidèles à la grandeur, à

l'indépendance et à la sécurité de la France réprouvent une politique qui met en péril les intérêts nationaux » (Kanapa).

Toutes les couches moyennes ont leur place : « Vous êtes artisans, petits commerçants, petites et moyennes entreprises, et c'est bien. [...] C'est aux côtés de la classe ouvrière que vous trouverez la solution à vos problèmes pressants d'aujourd'hui, des garanties durables pour l'avenir. La classe ouvrière doit avoir un rôle d'avant-garde. L'objectif est le remplacement du pouvoir par les forces ouvrières et démocratiques sur la base d'un programme commun avancé [...] susceptible d'ouvrir la perspective du renouveau. »

L'Union du peuple de France ressemble ainsi à un vaste rassemblement des mécontents, allant des gaulistes déçus, farouches défenseurs de l'indépendance nationale, des moyens entrepreneurs subissant la loi des monopoles, à la classe ouvrière et aux cadres.

La conséquence d'une telle conception des alliances est évidemment cohérente avec la stratégie du Parti communiste. Elle aboutit à l'impossibilité du bouleversement des rapports sociaux et elle ne peut conduire, si elle se réalise, qu'à un système où les monopoles seront remplacés par une bureaucratie chargée de résoudre les contradictions internes aux partis de l'alliance (c'est-à-dire le capitalisme d'Etat).

Mais c'est en même temps le point faible de la stratégie du PCF. Elle peut justifier au moins une conception de l'élargissement du parti et son « aggiornamento », au plus un rassemblement électoral, mais ne peut guère aller au-delà dans le rapport de forces politiques actuel de la gauche (où le PCF ne tient pas la place du PCI).

La transition au socialisme par le capitalisme d'Etat

Pour le PCF, la transition au socialisme passe par la « démocratisation » de la société actuelle, puis la construction d'un capitalisme d'Etat où son propre rôle serait dominant. D'après ses analyses, la contradiction principale du capitalisme est l'anarchie de la production, le gaspillage (c'est même sous cette critique qu'il a tenté de réintroduire certaines préoccu-

pations « écologiques »). L'essentiel est donc de poursuivre l'accumulation du capital en la soustrayant au profit privé monopoliste et en la soumettant à la satisfaction des besoins, donc à une maîtrise sociale globale qui ne peut être assumée que par l'Etat — celui-ci prenant les décisions qui s'imposent à la base.

Cette perspective peut ouvrir la voie à un capitalisme d'Etat fort éloigné de l'autogestion, ne supprimant pas l'exploitation des travailleurs et la division sociale du travail, et permettant le développement d'une classe de gestionnaires (bureaucratie d'Etat et cadres dirigeants des entreprises) aux intérêts opposés à ceux des travailleurs.

Elle est cohérente avec la définition d'une stratégie gradualiste, centrée sur la prise du contrôle progressive de l'appareil d'Etat, dans le cadre de la légalité bourgeoise.

L'analyse faite par le PCF de l'évolution du rôle de l'Etat bourgeois l'amène à penser qu'il pourra être en grande partie préservé et utilisé.

Le PCF dessine en fait un projet de « double pouvoir » institutionnalisé et complémentaire, dans lequel, en fonction de sa conception du rôle dirigeant « du » Parti, il jouerait un rôle décisif : sa présence au gouvernement dans les divers appareils de l'Etat central s'articulerait sur des positions de pouvoir dans les assemblées locales et régionales et l'ensemble des mouvements de masse et des organes de gestion des entreprises.

Le caractère néo-réformiste de cette stratégie explique le type très large d'alliance de classes que recouvre le mot d'ordre d'Union du peuple de France. Dans ce rassemblement, la classe ouvrière, et donc « son parti », jouerait un rôle dirigeant, sans que l'on sache comment ce rôle serait compatible avec la préservation des intérêts de la petite et moyenne bourgeoisies.

En fait, cette stratégie d'alliances sociales sur une base nationale antimonopoliste ne peut qu'entrer en contradiction, à terme, avec le développement de luttes populaires s'unifiant sur une base anticapitaliste.

La constitution d'un vaste secteur étatique, offrant d'importantes garanties aux travailleurs, institutionna-

lisant solidement la représentation syndicale peut constituer une puissante infrastructure pour le PCF, sur une base sociale allant de la classe ouvrière de ce secteur aux gestionnaires et à la bureaucratie d'Etat.

Mais la bourgeoisie, y compris « non monopoliste », demeure fermement opposée à ce projet, alors que la social-démocratie, qui entend laisser ouverte une perspective de compromis, affadit de plus en plus ouvertement sa propre conception de l'étendue et du rôle des nationalisations.

De plus, comme d'autres partis communistes d'Europe occidentale, le PCF se trouve confronté au problème du pouvoir. Le choix qu'il a fait d'y parvenir l'a conduit à entrer en conflit avec la politique de *statu quo* au niveau international menée par l'URSS. Les distances prises vis-à-vis du modèle social et politique soviétique, l'autonomisation par rapport au PCUS sont encore amplifiées par la concurrence de la social-démocratie montante. Cela se traduit, pour le PCF, par la définition d'une voie nationale vers le socialisme, voire par une propagande de type nationaliste (défense tous azimuts, « fabriquons français », etc.).

En revanche, la critique de certains traits du type de société qui domine à l'Est de l'Europe n'a pas conduit le PCF à remettre en cause sa conception traditionnelle du fonctionnement interne et du rôle du parti.

Du fait de sa base populaire, le PCF est conduit à intégrer certaines revendications actuelles de la classe ouvrière (thèmes autogestionnaires, luttes antihiérarchiques, luttes pour la démocratie...) sans remettre en cause sa perspective fondamentale. Cela a pour conséquence de développer ses contradictions internes.

Le Parti socialiste

Occuper le pouvoir pour aménager la société capitaliste

L'objectif du PS est l'occupation, par la voie électorale, de l'appareil d'Etat (à tous les niveaux) pour promouvoir des réformes dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Le PS s'est développé en cherchant à couvrir un

champ social et politique beaucoup plus vaste (et donc hétérogène) que celui du PCF : de certains aspects de la contestation « gauchiste » jusqu'à la technocratie (publique et privée) à préoccupations « sociales ».

Côté syndicaliste, on parle d'autogestion ; côté bourgeois moderniste, on accepte, pour l'essentiel, les conséquences de la division internationale du travail (privilégier le développement de grands groupes de taille internationale).

Le PS reste attaché à une conception libérale de l'économie, prônant une régulation globale par le marché, tout en organisant un contrôle de l'Etat sur son fonctionnement. Il refuse, en fait, la perspective de l'appropriation collective des moyens de production. Pour lui, les nationalisations ne doivent pas porter atteinte au « principe de la concurrence » et les entreprises du secteur public devront d'abord être « performantes ».

Ce que le PS nomme autogestion est, pour l'essentiel, un système de pouvoir décentralisé, aménageant les structures de l'Etat bourgeois, étendant dans une certaine mesure les libertés démocratiques, prétendant renforcer l'efficacité économique et la cohésion sociale.

Mais il s'agit d'un système de caractère capitaliste, car :

— les critères capitalistes de rentabilité et d'efficacité demeurent inchangés et règlent le fonctionnement de la machine économique ;

— le pouvoir sera exercé par les « compétents professionnels » — les technocrates, même élus, se trouvant dans la même position que les maires, élus des communes ;

— la division sociale du travail n'est pas entamée — elle risque même d'être renforcée.

L'idée d'un tiers secteur « autogéré », institué entre le secteur capitaliste privé et le secteur nationalisé, est à la fois dangereuse et impossible :

— dangereuse parce que c'est faire croire qu'on peut réaliser l'autogestion dans la société capitaliste ;

— impossible, car un tel secteur ne pourrait s'intégrer sans contradictions insurmontables.

Enfin, comme il s'agit d'une évolution en douceur qui

implique notamment l'adhésion des classes moyennes salariées, il ne saurait être question d'affronter en face la bourgeoisie. Il faudra donc temporiser, et pour cela s'assurer de la « paix sociale » par organisations de masse interposées, syndicales notamment.

Les succès actuels du PS ne doivent pourtant pas masquer une contradiction essentielle du projet social-démocrate. Les socialistes français ne pourront longtemps esquiver un débat essentiel et qui est précisément celui du contenu réel de la démarche autogestionnaire : à savoir rompre avec le capitalisme, tout en s'engageant dans la construction de rapports sociaux fondamentalement antibureaucratiques.

Le PS et le « Front de classe »

Dans son souci de renouveau, le PS a tenté de définir, à travers le front de classe, une stratégie d'alliance.

Il s'agit, pour le PS, « de réaliser aussi bien les aspirations des ouvriers salariés que des salariés des couches moyennes et des travailleurs indépendants sans subordination des uns ni hégémonie des autres », car « on assiste à une fusion progressive au sein d'une même classe, au sein du front de classe des différentes catégories de travailleurs ». Si la classe ouvrière peut jouer encore longtemps un rôle important, « elle ne peut jouer un rôle dirigeant car d'autres couches sociales appartiennent au front de classe ».

C'est clairement affirmer que se constitue une nouvelle classe d'exploités face au capital, un magma qui place sur le même plan, comme partie prenante du travailleur collectif, tous les salariés et même les travailleurs indépendants, quelle que soit leur place dans la hiérarchie et le processus de production. On voit bien où une telle conception des alliances peut conduire : à des accommodements avec la structure capitaliste.

Les rapports PCF/PS

Tout compromis entre le PCF et le PS est confronté à la réalité sociale. L'union de la gauche autour du Programme commun représentait un compromis entre

deux finalités pour ouvrir une « étape démocratique » au cours de laquelle :

— on se servirait de l'Etat pour engager d' « en-haut » des réformes ;

— ces réformes viseraient principalement à limiter le pouvoir des monopoles et à améliorer les conditions de vie de la majorité de la population.

Cependant, on n'a pas résolu la question du Programme commun lorsqu'on a procédé à une analyse pointilliste de son contenu.

Le Programme commun a pris une signification politique relativement indépendante de son contenu. Il symbolisait, aux yeux de larges masses, l'alternative à la politique du pouvoir. Il apparaissait comme le ciment de l'unité des forces de gauche.

Par-delà la critique que nous en avons faite dès sa signature et qui reste d'actualité, le Programme commun est entré en contradiction avec la réalité actuelle. Et cette contradiction a relancé les différences de stratégies et de finalités entre le PCF et le PS.

Rappelons ici certaines des contradictions qui ont affecté le Programme commun : contradictions par rapport à la réalité sociale, et notamment par rapport à la crise des institutions ; contradictions par rapport à la situation économique puisque la crise étant intervenue depuis 1972, il est difficile d'imaginer, d'une part, que les mêmes objectifs sociaux puissent être poursuivis sans aller beaucoup plus loin dans la maîtrise des mécanismes économiques, et, d'autre part, que l'on ne pose pas le problème de la croissance — celui de sa finalité avant celui de son taux.

Mais, en définitive, le problème de fond est le suivant : ou bien un gouvernement de gauche s'engage dans une politique de réformes, et il se trouvera confronté aux blocages que créeront les diverses fractions de la bourgeoisie (qu'il ne pourrait surmonter que par la mobilisation et l'initiative populaires), ou bien, devant ce risque, il s'attache à la « gestion loyale » du système, passe un compromis avec la bourgeoisie et freine les luttes sociales.

L'opposition entre le PCF et le PS s'est cristallisée sur ce problème. Il faut se saisir de cette opposition

pour porter l'unité à un autre niveau en rendant public ce débat, et en mettant au grand jour ses causes plus ou moins claires pour les masses.

A ce débat doivent participer les grandes forces sociales, syndicales notamment, dont l'attitude peut être décisive.

L'extrême gauche

C'est le mouvement de Mai-68 et ses suites immédiates qui ont permis que s'affirme la réalité politique et organisationnelle des groupes d'extrême gauche, même lorsque ceux-ci étaient d'origine plus ancienne. Au-delà de ces groupes, et ne se reconnaissant souvent pas en eux, un courant d'opinion d'extrême gauche existe et qui se reconnaît assez largement en *Libération*.

Depuis Mai-68, l'extrême gauche a joué un rôle non négligeable dans le développement de certaines luttes sociales et même au plan politique, tandis que la confrontation idéologique lui doit une bonne part de ses thèmes. Une action originale sur des fronts de lutte comme le mouvement des femmes, des soldats et des travailleurs immigrés a même parfois permis à l'extrême gauche de déborder le cadre de son influence habituelle. Ces succès relatifs et partiels n'ont cependant pas empêché une régression généralisée de son poids politique. Aussi, l'extrême gauche se trouve-t-elle confrontée à une crise extrêmement profonde dont l'ampleur est, comme en écho, soulignée par les débats et incertitudes de l'extrême gauche d'Italie, du Portugal et d'Espagne. La juxtaposition de ces situations ne doit rien au hasard. On ne saurait non plus trouver paradoxal que l'extrême gauche européenne révèle ses limites dans les pays où s'effritent le plus gravement les équilibres du système et où, par suite, la recherche d'alternatives crédibles s'impose au mouvement ouvrier comme une nécessité pratique. Car l'extrême gauche européenne, toutes tendances confondues, s'est développée après 1968 sur un discours « révolutionnaire » et une pratique activiste qui laissent aujourd'hui impuissante devant les exigences de la construction de l'Unité populaire.

D'où des réactions apparemment contradictoires mais qui, à l'origine, trouvent pourtant leur source dans même incapacité à aborder le problème de l'Unité populaire. D'un côté, une fuite dans l'apolitisme ou, pire, dans les ambiguïtés politiques calculées de certains secteurs du mouvement écologique. De l'autre, le repli sectaire sur soi et la fuite dans l'activisme en attendant le débordement des états-majors du PCF et du PS qui devrait suivre une possible victoire de la gauche. Lutte ouvrière et l'OCT, nouvellement créée, se situent chacune à sa façon dans ce type de perspective. D'autres secteurs, comme la LCR, tout en tombant largement dans la fuite organisationnelle, pressentent tout de même qu'une interrogation plus sérieuse doit aujourd'hui être acceptée par l'extrême gauche. D'où éclatement en tendances de la LCR qui se trouve aujourd'hui bloquée par son choix initial de reconstruction d'un « pur » parti communiste.

En dépit de ses incertitudes actuelles, l'extrême gauche représente toujours un fait non seulement politique, mais aussi social qui ne pourra longtemps rester ignoré de l'ensemble des secteurs du mouvement ouvrier. Le PSU entend y contribuer par la poursuite d'un débat sans sectarisme, mais ferme, sur ses orientations stratégiques.

L'Unité populaire anticapitaliste et ses bases sociales

L'Unité populaire est le fondement de la stratégie autogestionnaire. Le passage au socialisme ne peut résulter que d'un large accord populaire.

Dans la société socialiste, l'organisation du pouvoir sur la base des conseils ouvriers et populaires réalise l'Unité populaire, à son plus haut niveau, en même temps qu'elle constitue le cadre dans lequel s'exerce l'hégémonie de la classe ouvrière.

La révolution socialiste ne peut être l'œuvre d'une minorité agissante : ce serait la voie de la défaite, voire, en cas de succès improbable, la voie ouverte à un « socialisme » bureaucratique, en fait à un

capitalisme d'Etat. Une « avant-garde », aussi éclairée soit-elle, ne pourra construire l'autogestion socialiste si elle est coupée du prolétariat.

Le socialisme autogestionnaire ne peut être que l'expression de la volonté des masses populaires. Sont donc étrangers à sa stratégie et au programme qui l'illustre :

— la surenchère (on prend le programme des réformistes et on en rajoute, pour montrer qu'on est plus radicalisé) ;

— l'utilisation des masses populaires pour « déborder » les réformistes par cette surenchère.

L'Unité populaire part d'une réalité

L'Unité populaire part d'une réalité : un bloc social révolutionnaire ne peut se construire que sur une base anticapitaliste. Construire l'Unité populaire, c'est constituer un bloc social autour d'objectifs de rupture avec le capitalisme.

C'est le poids du capitalisme sur les masses populaires qui provoque leur prise de conscience politique.

La pénétration du capital dans toute la vie sociale, la généralisation des rapports marchands font qu'aujourd'hui il n'y a pas une seule catégorie sociale dont le travail, les conditions de travail et de vie, le revenu ne soient déterminés par le capital. L'ouvrier ou le salarié bien sûr, mais aussi le viticulteur, main-d'œuvre des trusts du vin, le gérant de petit commerce devenant simple manutentionnaire au bout de la chaîne des industries de la consommation, l'artisan dépendant du capital par la sous-traitance et les fournitures... Cette généralisation des rapports marchands, ce vaste mouvement de soumission de toutes les couches sociales au capital se manifestent notamment par l'extension du salariat (80 % de la population).

Les salariés ne constituent pas pour autant une classe. Car ce processus d'extension des rapports capitalistes entraîne en même temps une stratification sociale de plus en plus complexe.

Classification, qualification, sexe, nationalité, nature du travail (intellectuel ou manuel, posté ou non, équipe

ou non), type d'entreprise où l'on travaille, origine urbaine ou rurale, façonnent des réalités distinctes. La classe ouvrière et les catégories qui la composent (immigrés, OS, professionnels, techniciens...) se modifient sans cesse. Il en est de même pour les employés prolétarisés des services et de l'administration, les paysans-travailleurs, paupérisés ou prolétarisés, la petite bourgeoisie, etc.

Construire l'Unité populaire, c'est œuvrer à l'unification sociale et politique de toutes ces couches, en tenant compte de leur réalité spécifique et en faisant converger leurs luttes et leurs aspirations.

Les revendications et les actions expriment de plus en plus clairement une volonté de lutte contre le capitalisme, en lui donnant en même temps une dimension de plus en plus politique.

Face à la crise des rapports de production, les formes de lutte mettant en cause le pouvoir et la légalité capitaliste, se sont étendues à tous les domaines :

- les luttes des étudiants, des enseignants, des soldats, des médecins, des fonctionnaires de la justice, prolongent la lutte des classes dans l'appareil d'Etat ;
- les luttes des minorités nationales, des jeunes et des femmes ;
- les luttes des organisations du cadre de vie, des organisations écologiques, mettent en cause la finalité et les modalités de la croissance.

L'Unité populaire passe par l'unification de ces luttes dans un projet anticapitaliste et autogestionnaire.

Le rôle hégémonique du prolétariat

Le bloc social anticapitaliste à construire s'organise sur la base des intérêts fondamentalement opposés à ceux de la bourgeoisie, les intérêts du prolétariat.

La définition marxiste du prolétariat (ensemble des individus dépourvus de moyens de production et, de ce fait, vendeurs de leur force de travail) et celle de la classe ouvrière (ensemble des producteurs directs de plus-value) doivent être utilisées en tenant compte des conditions nouvelles de la production capitaliste.

La socialisation de plus en plus poussée de la pro-

duction rend souvent difficile de situer la place de chacun dans le travailleur collectif. Si, par exemple, les ingénieurs font partie du travailleur collectif pour certaines de leurs activités, ils sont en même temps instruments du pouvoir patronal, donc du maintien des rapports sociaux capitalistes. En même temps qu'ils produisent de la plus-value, ils participent à son extorsion ; on peut donc les considérer comme extérieurs au prolétariat. Mais il n'en sera pas de même des nombreux travailleurs scientifiques et techniciens qui n'ont aucune participation à l'exercice du pouvoir patronal.

La généralisation des rapports marchands transforme en prolétaires des travailleurs qui, s'ils ne participent pas à la production, permettent au capital financier ou commercial de s'approprier sa part de la plus-value. Pas d'accumulation possible sans le travail des employés de banque, des postiers et des travailleurs des hypermarchés. De plus, la division sociale du travail s'accroît dans ces secteurs qui connaissent la même hiérarchie, la même parcellisation des tâches, la même déqualification que les entreprises industrielles.

Le prolétariat est donc constitué de tous ceux qui, « dépourvus de tous les moyens de production, sont contraints de vendre, moyennant salaire, leur force de travail aux capitalistes ou à l'Etat qui en retirent la plus-value » (*Manifeste de Toulouse*). Mais face à la division que recherche continuellement la bourgeoisie à l'intérieur du prolétariat, le combat pour l'Unité populaire passe par la lutte contre ces divisions à l'intérieur du prolétariat.

Le prolétariat et les autres couches de l'Unité populaire

Affirmer le rôle central du prolétariat dans une unité de caractère anticapitaliste crée des contraintes dans la réalisation de cette unité :

— l'Unité populaire se constitue contre la bourgeoisie et ne saurait s'allier d'aucune manière à l'une quelconque de ses composantes : patrons, industriels, gros actionnaires et spéculateurs, gros commerçants capitalistes, agriculteurs capitalistes, ceux des cadres admi-

tratifs supérieurs, du privé ou du public qui sont véritables fonctionnaires du capital et une bonne partie des professions libérales.

De ce point de vue, la lutte idéologique a un rôle central parce que l'idéologie voile les rapports de classe, notamment l'idéologie bourgeoise (liberté, égalité, fraternité, propriété), religieuse (le patron comme frère en Dieu), ou nationaliste (intérêts nationaux, grandeur de la France).

Quelles sont les autres composantes de l'Unité populaire ? Il s'agit non pas d'en définir une nomenclature, mais d'énoncer quelques critères :

— Des couches qui subissent l'exploitation et (ou) l'aliénation capitaliste autrement que dans un travail salarié : jeunesse scolarisée, paysans-travailleurs, femmes non salariées...

— Des fractions des classes moyennes traditionnelles menacées dans leur devenir par le capitalisme. La difficulté : elles ne sont pas spontanément solidaires du prolétariat et fournissent le plus souvent les bases de la réaction fascisante. Cependant, l'expérience montre que c'est précisément en leur offrant de prendre place dans une bataille anticapitaliste (donc qui ne conserve pas leur situation, mais leur offre des perspectives nouvelles) qu'il est possible de les rallier au combat pour le socialisme (petits commerçants, artisans, etc.) ;

— Tous ceux qui, dans l'appareil d'Etat au sens large et souvent par une démarche de caractère idéologique, refusent le rôle qu'on leur fait jouer au service de l'hégémonie bourgeoise (juges, soldats, policiers, etc.) ;

— L'unité entre toutes les couches se construit progressivement dans la lutte des classes.

Unité populaire et unité d'action

L'Unité populaire est une stratégie d'alliance, alternative à celle des réformistes, mais sa construction passe par le développement de l'unité d'action

L'Unité populaire ne peut réellement se souder qu'autour de ce qui fait l'axe essentiel du combat contre le capitalisme, axe de plus en plus commun

à toutes ses composantes essentielles : le contrôle, la prise en charge, l'aspiration autogestionnaire. Unité populaire et stratégie autogestionnaire sont ainsi dialectiquement liées. Cette unité populaire ne doit pas être réduite à l'unité d'action conflictuelle nécessaire avec les partis de la gauche réformatrice.

L'unité populaire, projet alternatif

Nous ne sommes pas les seuls à affirmer que l'unité doit avoir un caractère anticapitaliste. Ainsi en est-il de la CFDT lorsqu'elle parle d'union des forces populaires.

L'union des forces populaires, pour la CFDT, se présente à la fois comme un bloc social et un front organisationnel. En plaçant ces deux caractéristiques sur le même plan, on risque de donner au front organisationnel le rôle prépondérant, et comme à l'intérieur de ce front s'exprime majoritairement une autre conception de l'alliance de classe, c'est celle-ci qui risque de s'imposer. C'est pourquoi, si nous partageons bon nombre des analyses de la CFDT, nous devons affirmer que l'Unité populaire est avant tout un bloc social, dont la réalité est essentiellement alternative au rassemblement à finalité purement électorale des organisations réformatrices.

Est-ce à dire que le bloc social n'aurait pas une dimension politique, et notamment ferait l'économie des organisations existantes ? Certes pas. Construire l'Unité populaire, c'est à la fois cimenter autour de la classe ouvrière et sous son hégémonie le bloc des couches sociales définies ci-dessus et travailler à son unification politique. L'orientation anticapitaliste, la lutte commune sur des objectifs de rupture avec le système constituent le fondement de cette unification. Au cours de la lutte, il appartient aux partisans révolutionnaires de l'autogestion de tracer les perspectives politiques permettant une avancée globale des travailleurs et de tous ceux qui participent au combat anticapitaliste.

En posant, dans tous les développements de l'action, les problèmes de la stratégie, les problèmes du pouvoir,

ceux du socialisme à construire, dans une confrontation avec les autres courants et les autres forces du mouvement ouvrier — et ceci à propos d'objectifs et de luttes ouvrières comme les nationalisations, les institutions, les salaires, le cadre de vie, etc. —, il s'agit rendre de plus en plus accessible, à toutes les composantes de l'Unité populaire, la perspective de l'auto-socialisme.

C'est dans la mesure où le projet politique du socialisme autogestionnaire, où les conditions politiques de sa réalisation deviennent l'affaire des masses et non d'une seule avant-garde, que l'Unité populaire se forge un bloc social et politique capable de conquérir l'hégémonie dans le mouvement ouvrier et dans l'ensemble de la société.

La construction de l'Unité populaire ne se fera pas du jour au lendemain. Elle est progressive, intimement liée à la dynamique même du chemin du pouvoir. Chaque pas franchi sur ce chemin doit renforcer l'unité et, par conséquent, permettre le pas suivant. Aussi ne s'agit-il pas de faire comme si la forme achevée de l'Unité populaire était l'objectif immédiat, mais de partir des réalités actuelles, des forces réellement en présence pour progresser. C'est pourquoi l'unité d'action, sans se confondre avec l'Unité populaire, est un moyen nécessaire. Cette unité d'action est évidemment conflictuelle ; elle concerne les partis, mais aussi les organisations de masse.

Négliger le rôle des organisations et la nécessité de travailler à leur rapprochement peut conduire à un blocage du processus révolutionnaire.

Les organisations politiques de la classe ouvrière reproduisent, de manière imparfaite, ambiguë, déformée, des contradictions objectives au sein de la classe ouvrière et des couches populaires. On ne saurait se satisfaire d'une analyse qui qualifierait les uns de « staliniens » et les autres de « social-démocrates ». Au-delà des schémas, il importe d'étudier la réalité de classe de chaque organisation.

Les conseils représentent l'Unité populaire en gestation, les partis sont porteurs de projets politiques

tenus par des fractions de la classe ouvrière. Quelles que soient les imperfections et les ambiguïtés des partis, ils sont nécessaires pour que s'expriment collectivement, au sein des conseils, les véritables contradictions. Toute solution qui tend à éliminer les partis de cette fonction pour les cantonner dans un jeu parlementaire, qui peu à peu se réduit, ne peut que susciter l'apparition d'organes bureaucratiques de coordination qui finiront par nier les contradictions.

Ce qui est vrai dans la transition au socialisme l'est donc aussi dans le développement du double pouvoir, et *a fortiori* dans la période immédiate. Cela ne veut pas dire que la disposition actuelle des forces politiques se prolongerait dans le temps sans modifications. En effet, les divisions organisationnelles et le rapport de forces entre courants politiques doivent changer.

Les formes d'organisation du mouvement ouvrier et populaire

La classe ouvrière s'est dotée, d'une part, d'organisations syndicales, d'autre part de partis politiques ; cela tient à la nature même du système capitaliste dans lequel elle est née et a dû se défendre.

La division traditionnelle des tâches entre partis et syndicats est doublement battue en brèche :

— d'une part, par le mouvement syndical qui, chaque fois qu'il va jusqu'au bout de la lutte des classes, vient buter sur le problème politique et se trouve alors contraint de lui apporter ses propres réponses ; c'est le cas dans toutes les luttes avancées des dernières années ;

— d'autre part, l'action « syndicale » vient largement déborder le cadre de la lutte économique des salariés de la production. La référence à l'action syndicale devient le point de rassemblement des militants du cadre de vie, des étudiants, des soldats, etc., le syndicalisme apparaissant comme un lieu de convergence dans la lutte anticapitaliste (et donc l'un des moyens de réaliser l'Unité populaire). Mais, en même temps,

il ne s'agit plus de luttes corporatistes, leur jonction politique est au cœur des préoccupations (et notamment l'aspiration à une autre société).

Ainsi apparaissent, dans la réalité quotidienne, des possibilités de mise en œuvre d'une convergence des syndicats, mouvements de masse et partis, les prémisses d'une nouvelle structuration du mouvement ouvrier et populaire.

La transformation du mouvement ouvrier et populaire. Le développement de la force autogestionnaire. Nécessité des organisations autonomes face à toutes formes de pouvoir.

L'idée du dépassement des formes organisées du mouvement ouvrier ne veut pas dire la disparition des partis ou des organisations de masse. Période où subsistent les classes sociales — avec hégémonie de l'une d'entre elles — mais où persiste leur lutte, la société socialiste autogestionnaire ne saurait faire disparaître les organisations représentatives des classes ou fractions de classe. Nous pouvons encore dire que c'est une société pluraliste, qui n'élimine pas les contradictions par des moyens juridiques... ou physiques. Ces organisations doivent être autonomes face au pouvoir — même populaire — d'un double point de vue :

C'est dans les organes de pouvoir populaire que se définissent, au rythme de la maturation du mouvement de masse, les fondements du futur Etat populaire. Les organisations ne doivent en aucun cas se substituer aux masses elles-mêmes pour définir et imposer le rythme d'évolution. Forcer la cadence aboutit souvent à transformer les conseils en mini-Parlements où s'affrontent les avant-gardes groupusculaires sans prise sur les masses. Freiner l'évolution, ravale les conseils au rang de courroies de transmission des partis et éteint peu à peu l'enthousiasme populaire.

C'est l'autre face du courant autogestionnaire ; si, d'un côté, il tend vers des alliances qui correspondent à la réalité sociale et politique, de l'autre, il est au centre de tout ce qui renouvelle l'organisation du mouvement.

La place des partisans révolutionnaires de l'autogestion

Dans tout ce bouillonnement (qui exprime en même temps une crise des formes d'organisations traditionnelles), il y a une caractéristique commune : il ne se fait jamais indépendamment d'une référence (implicite ou explicite) à l'autogestion.

L'unité du mouvement populaire ne se réduit pas à l'unité des organisations politiques.

Il est évident que le processus révolutionnaire ne peut qu'entrer en contradiction, à un moment ou à un autre, avec les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Qu'il s'agisse de la social-démocratie, quelle que soit son affiliation internationale qui l'incite à rechercher les compromis et le freinage du mouvement, qu'il s'agisse de certaines organisations dont le caractère autoritaire les conduit à bloquer tout mouvement qu'elles ne sont pas assurées de contrôler. Il serait vain, dans ces conditions, d'imaginer que la simple constitution d'un front unique des organisations politiques de la classe ouvrière puisse avoir des vertus intrinsèques. Elle n'a d'utilité que dans la mesure où elle permet de supprimer à un moment donné les blocages qui peuvent s'opposer à la réalisation de l'unité du mouvement populaire.

Dans l'unité d'action, il est nécessaire de chercher autant que possible à inclure les organisations syndicales et celles qui animent les luttes populaires. L'objectif n'est pas de « lier » les organisations de masse à l'action des partis politiques : l'unité se fera sur des plates-formes à court terme, non sur un programme politique à moyen terme. Il est de permettre, justement, le dépassement des stratégies des organisations politiques liées à leurs intérêts propres, par l'expression des aspirations des grandes masses.

Par conséquent, la construction de l'Union populaire mettra toujours en jeu un rapport de forces entre courants à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire.

Elle va ainsi de pair avec une transformation des composantes du mouvement ouvrier, et notamment avec le renforcement du poids de ceux qui veulent construire le socialisme autogestionnaire.

Il est nécessaire que l'ensemble des forces qui se prononcent pour la révolution et l'autogestion socialistes cherchent à constituer une force politique crédible — associée à la lutte du mouvement ouvrier contre la droite : reconnaissant la priorité de cette lutte unitaire et de ses implications tactiques malgré les divergences existant avec le réformisme — capable de peser sur les événements dans la voie révolutionnaire.

Le PSU peut s'affirmer comme une force dynamique s'il s'engage délibérément dans cette voie du regroupement des forces autogestionnaires, ce qui suppose à la fois :

- l'extension et le développement des expériences de regroupements locaux et régionaux ;
- la prise en charge nationale de ces expériences pour leur généralisation ;
- l'ouverture d'un débat politique sans exclusive et l'organisation de l'action commune sur tous les terrains.

Dans la perspective de la construction de l'Unité populaire, le regroupement des forces autogestionnaires ne peut s'opposer à la politique d'unité d'action avec les syndicats et les partis socialiste et communiste. Au contraire, il ne peut se développer que dans une politique qui le situe dans le combat unitaire.

En même temps, la politique d'unité d'action avec les organisations de gauche ne peut contribuer réellement à la constitution de l'Unité populaire sur une base résolument anticapitaliste et autogestionnaire que si le regroupement des forces autogestionnaires progresse, permettant ainsi à ce courant de jouer un rôle décisif dans l'affrontement qui risque de se déclencher entre bourgeoisie et prolétariat, et, à terme, de modifier le rapport des forces au sein du mouvement ouvrier.

Le PSU donne une place centrale au débat avec l'ensemble des militants des courants et formations autogestionnaires et décide de préparer avec eux une nouvelle session des états généraux avec pour objectif d'en préparer la convergence politique renforçant les

chances de défaite de la droite en exprimant les aspirations profondes des travailleurs à un changement radical de société.

Cette démarche s'inscrit dans la perspective de constitution d'une force politique révolutionnaire pour l'autogestion. Cet objectif est celui du PSU. Nous ne prétendons cependant pas l'imposer comme un préalable aux forces et militants qui combattent pour les contrôles et l'autogestion avant qu'eux-mêmes en ressentent le besoin. Mais nous nous préparons au fait que, dans la période qui vient, l'approfondissement de la lutte des classes en démontrera la nécessité.

Pour vivre, produire, travailler autrement
Programme autogestionnaire présenté par le PSU
Editions Syros, 1978
Première partie : Vers le socialisme autogestionnaire
Pages 7 à 34